

# Le Tréport et Eu : une situation difficile dans les établissements scolaires du second degré - Dieppe

5-6 minutes

---

## Le Tréport. Le maire Laurent Jacques soutient les enseignants qui s'opposent à la fermeture d'une classe à la rentrée de septembre.

Publié le 11/02/2019 à 04:54

Mis à jour le 11/02/2019 à 04:54

Temps de lecture : 1 minute

Depuis le 24 janvier, les enseignants du collège Rachel-Salmona multiplient les actions (grève suivie à 75 %, boycott de conseils d'administrations, pétition...) contre la menace de suppression, par l'Éducation nationale, d'une classe de 5e à la rentrée de septembre prochain. Ils craignent des classes surchargées à 29 élèves et s'interrogent sur le devenir de la section Ulis, dédiée aux élèves en difficulté. La municipalité a organisé une réunion d'information, samedi 9 février au forum de la plage, qui a rassemblé une cinquantaine de personnes.

« *Cela nous concerne tous. Le rôle des élus est de s'associer au mouvement* », estime le maire (PCF), **Laurent Jacques**. L'élue veut qu'une solution soit trouvée pour que l'établissement scolaire tréportais « *ne soit pas en perdition* ». « *Il faut qu'on fasse du bruit.* » Les classes de 5e ne seraient plus que quatre l'an prochain, avec des effectifs en hausse. « *Les élèves d'Ulis sont les grands oubliés du système. Ce qui va à l'encontre de la politique sur le*

*handicap, une atteinte à l'égalité des chances...» Autre corollaire, la possible suppression de deux postes et des enseignants en poste partagé sur d'autres établissements. « Six élèves en moins, cela ne fait pas une classe », reprochent les enseignants.*

Une rencontre est prévue avec les enseignants et les représentants de parents d'élèves, le 25 février. *« Il faut un rapport de force, un effet de masse, pour que le rectorat voit qu'on ne lâche rien. Il faut que le mouvement grossisse »,* insiste le maire, mécontent qu'aucun élu des six communes concernées par le collège ne soit présent. Plusieurs idées de mobilisation ont été avancées, dont un blocus du collège le lundi 25 février à la rentrée des vacances d'hiver. Les professeurs ont donc quelques jours pour organiser l'action.

### **Colère à Eu aussi**

La situation au lycée Anguier est tout aussi brûlante, Six postes d'enseignants sont menacés. Le conseiller communiste, **Michel Barbier**, a fait voter à l'unanimité une motion d'urgence.

*« L'établissement a reçu sa dotation horaire globale pour la prochaine rentrée 2019 et se trouve amputé de 60 heures de moyens horaires, avec la suppression initiale de six postes ou équivalent postes d'enseignants, qui a été ramenée à quatre tout récemment. Nous demandons que le gouvernement et le rectorat revoient leurs copies et donnent plus de moyens et de postes, avec un moratoire de cette réforme des lycées. De plus, nous ne comprenons pas pourquoi le Bac pro « pilote de ligne de production » demandé par le lycée, approuvé par les industriels et la région Normandie (prête aux financements) a été rejeté par le rectorat de Rouen alors qu'il correspond pleinement aux besoins en main-d'œuvre formée et qualifiée de la région. Nous demandons sa création dans un bassin d'emplois qui va recevoir un label et une aide de l'État, et cette création ne doit pas se faire par la suppression d'un autre Bac Pro local ou dans l'académie. »*